

# « Les étudiants otages du ministre »

MÉDECINE Des anciens patrons de facultés critiquent le filtre de Jean-Claude Marcourt

- Douze anciens doyens de médecine ont rédigé une lettre ouverte au ministre Marcourt.
- Ils le prient d'oublier son projet de filtre à la fin de la première année pour lui préférer un concours d'entrée.

**E**tudiants en médecine et en dentisterie otages du jeu politique, ministre prisonnier de son idéologie, filtre juridiquement fragile... De l'aveu même de leurs auteurs, « *les accusations sont graves* ». Ces auteurs précisément, ne sont pas des novices. Ils sont douze, douze anciens doyens des facultés de médecine francophones (1) à « *exhorter le ministre Marcourt de ne pas répéter les erreurs de ses prédécesseurs et de choisir la voie de la raison et non celle de l'aveuglement idéologique* ».

Dix jours après nos révélations sur le projet du ministre Marcourt d'organiser un filtre sélectif en médecine à la fin de la première année, ils confient au journal *Le Soir* une lettre ouverte qui devrait marquer les débats du moment. C'est que les douze ont beau être « anciens » doyens, ils sont pour beaucoup toujours en activité, et influents.

Pour mémoire, en décembre dernier les ministres De Block (N-VA) et Marcourt (PS) étaient tombés d'accord sur la manière d'absorber les 1.500 étudiants surnuméraires en médecine : ils auraient droit au fameux numé-

ro Inami pour autant que la Fédération Wallonie-Bruxelles mette en place un filtre sélectif au début des études. En Flandre ce filtre s'appelle « examen d'entrée », ici le ministre socialiste Marcourt n'en veut pas et a mis sur la table le concours en fin de première. Cette proposition fait la synthèse entre ses propres exigences (un examen d'entrée serait antisocial car le niveau à la sortie du secondaire est inégal), celles de Maggie De Block (elle veut des résultats, peu importe la méthode), des recteurs et doyens actuels (qui ont balayé leurs différences) et d'une partie des étudiants (cette solution serait un moindre mal).

## « Un marché de dupes »

Depuis, des voix discordantes se font entendre. Parmi les étudiants d'abord : les différentes fédérations sont divisées sur la question. Parmi les médecins ensuite : alors que la puissante Absym (Association belge des syndicats médicaux, lire ci-contre) y va de sa critique, douze doyens enflamment le débat.

« *Cette sélection en fin de première, c'est un marché de dupes* », lancent-ils en ouverture de leur lettre ouverte. Avant de démonter ce marché, ils proposent d'emblée leur solution alternative : un concours d'entrée dont les lauréats alimenteraient un « *numerus fixus* » : on fixe le nombre d'inscrits sur la base d'une évaluation des besoins (pour mémoire, le numerus clausus actuel donne seulement le nombre de numéros Inami octroyés à la sortie).

Antisocial, l'examen d'entrée ? Les anciens doyens balaient l'ar-

gument : ceux qui ne l'ont pas réussi pourraient suivre une année préparatoire en sciences de la santé. D'ailleurs, disent-ils, « *est-ce social de conduire à l'impasse plus de la moitié des étudiants à l'issue d'une première année que beaucoup auront réussie ? Croit-on qu'une année d'études dont l'issue fait l'objet d'un concours peut contribuer à lisser les inégalités ?* ». Et puis, « *est-ce social de faire endosser les frais d'une année universitaire pour rien à des familles moins fortunées ?* ».

Les anciens doyens rappellent ensuite qu'un système de filtre en fin de première a déjà été cassé par le Conseil d'Etat en 2008 et que les associations professionnelles y sont opposées (l'Ordre des médecins, l'Académie royale de médecine et le groupe « *médecins* » de la commission de planification). Enfin, les anciens doyens enfoncent un clou dans l'apparente unanimité entre doyens et recteurs actuels : « *Les responsables académiques des facultés de médecine sont majoritairement en faveur de notre solution* », assurent-ils.

La conclusion des auteurs du courrier pourrait faire débat ce mardi au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles : « *La ministre fédérale de la Santé ne se satisfera pas d'une solution juridiquement fragile qui fera inévitablement l'objet d'un recours au Conseil d'Etat. Or, sans filtre efficace, pas de numéros Inami. Les étudiants en médecine et en dentisterie restent donc bien les otages du ministre Marcourt.* » ■

ÉRIC BURGRAFF

**EN BREF****L'Absym critique**

L'Absym, l'association des syndicats médicaux, n'est pas tendre. « *Pauvres étudiants. Voilà près de vingt ans que les solutions pour la planification du nombre de diplômés en médecine donnent souvent l'impression d'un sabotage organisé dont ils sont à la fois l'instrumentalisation et les victimes (...).* » A propos du filtre en fin de première : « *Prendre une solution qui a échoué est plus qu'un défi, c'est une provocation (...)* » Une ouverture cependant : « *S'il faut davantage de médecins dans le cadre des soins de santé, nous pouvons en discuter et l'accepter, mais supprimer toute planification tient à l'aventurisme et à l'absence de sens des responsabilités.* »